

Actuel Président d'Honneur des Assises Nationales du Congo, une plate-forme de l'opposition congolaise à Paris, Jean Edouard SATHOUD, 77 ans, reste un combattant rigoureux pour la cause de la démocratie. Il nous confie qu'il n'aspire pas au pouvoir, lui, l'ancien camarade de classe d'Alpha Condé à Science Po puis ancien condisciple de Lionel Jospin et de Jean-Pierre Chevènement à l'Ecole Nationale d'Administration à Paris.

Vice-gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale pendant plus de 20 ans, Monsieur SATHOUD revient sur la situation politique actuelle de son pays, la République du Congo. Il nous livre également, en exclusivité, des anecdotes que l'histoire ne relate pas, et des confidences sur le Parti Congolais du Travail (PCT), dont il fut un des membres fondateurs admis au Comité Central dès sa création en décembre 1969.

**1- Vous êtes aujourd'hui une figure emblématique des Premières Assises Nationales du Congo. En tant que Président d'Honneur de cette initiative citoyenne qui fait le pari d'une alternance démocratique au Congo-Brazzaville en 2016, que pouvez-vous nous dire des enjeux d'une telle plate-forme ?**

**Jean Edouard SATHOUD :** Les Premières Assises Nationales du Congo ont été organisées pour exiger le respect de la démocratie initiée par la Conférence Nationale Souveraine de 1991.

Après le Coup d'Etat de 1997, le fonctionnement des pouvoirs publics a très tôt obéi en tous points à la logique d'un régime anti-démocratique. Les principes de démocratie établis par la Conférence Nationale Souveraine ont été purement et simplement abandonnés par le nouveau pouvoir. Nous estimons donc que le moment est venu pour les patriotes et démocrates congolais de s'organiser pour dire non à la modification ou au changement de la Constitution du 20 janvier 2002, par référendum ou toute autre voie.

Inutile de se lamenter à l'excès. Il convient dès maintenant de mener des actions appropriées pour faire échec aux funestes desseins de Monsieur Sassou NGuesso.

**2- Les prochaines élections auront en 2016 et l'actuel président Sassou Nguesso semble bien déterminé à briguer un troisième mandat faisant fi des dispositions de la Constitution. C'est d'ailleurs le cas de plusieurs autres présidents africains (Kabila, Compaoré, Nkurunziza, etc...). Comment expliquez-vous leur obstination à se maintenir au pouvoir ? Est-ce un mal africain ?**

**Jean Edouard SATHOUD :** Si malheureusement ce phénomène est monnaie courante en Afrique, je peux affirmer avec regret qu'il est inhérent à la nature humaine. Je prendrai pour exemple le retour sans cesse annoncé sur la scène politique française de Monsieur Nicolas SARKOZY, contrairement à ses déclarations solennelles lors d'une interview radio télévisée au cours de la campagne présidentielle de 2012 et devant les militants de l'UMP réunis à la Mutualité au soir de sa défaite.

De manière générale en Afrique sub-saharienne, nombre de Chefs d'Etat s'emploient à mettre en œuvre des systèmes destinés à les maintenir au pouvoir contrairement aux dispositions formulées dans les Constitutions de leurs pays.

Cependant, je dois préciser que ce phénomène est plus perceptible en Afrique Centrale qu'en Afrique de l'Ouest. Si je devais donner une explication à ce genre de comportement, je dirais qu'il tient à la fois à la conception du pouvoir par les dirigeants africains et à leur

attachement viscéral aux multiples avantages que procure l'exercice des plus hautes fonctions de l'Etat.

### **3- Comment expliquer l'indifférence de la Communauté internationale face à la souffrance des congolais ?**

**Jean Edouard SATHOUD** : C'est ici le lieu de stigmatiser un certain nombre de comportements des membres de la Communauté internationale. Il est déplorable de constater une sorte de répartition des « tâches » entre les grandes puissances lorsqu'il s'agit d'aborder les problèmes qui minent les pays africains.

Pour les Etats-Unis par exemple, la France a vocation à gérer les situations difficiles auxquelles sont confrontées ses ex-colonies d'Afrique Subsaharienne.

Paradoxalement, les Américains ont tendance à tenir un discours ferme lorsqu'il s'agit des pays anglophones ou ceux de la région des Grands Lacs où leurs intérêts sont en jeu. Il n'est que de nous référer aux propos de John Kerry, Secrétaire d'Etat américain lors de sa dernière visite à Kinshasa en mai 2014 et aux récentes déclarations de plusieurs responsables de l'administration américaine hostiles à toute révision des Constitutions visant à maintenir au pouvoir les Chefs d'Etat des pays des Grands Lacs.

Pour revenir à l'inertie de la France dans le débat sur la révision des Constitutions en Afrique, il y a lieu de préciser que la politique africaine de la France a toujours été considérée comme relevant du domaine réservé du Chef de l'Etat. Deux exemples significatifs nous viennent à l'esprit :

En 1990, le Président François Mitterrand, lors du discours de la Baule, avait invité les Chefs d'Etat africains à démocratiser leur régime. Cette déclaration solennelle avait été considérée à l'époque comme l'annonce d'une nouvelle politique africaine de la France plus en adéquation avec les changements survenant sur la scène politique internationale. En 1997, sous le gouvernement de la cohabitation dirigé par le socialiste Lionel Jospin, c'est le Président de la République Jacques Chirac qui s'était impliqué fortement dans la crise politique ayant secoué le Congo-Brazzaville.

En raison de la complexité des relations « incestueuses » entre certains dirigeants de nos pays et leurs homologues français (la Françafrique), il est difficile ou même illusoire d'attendre de la France un discours ferme contre la volonté affichée par les Chefs d'Etat qui veulent se maintenir au pouvoir par tous les moyens.

### **4- Votre parcours en tant que défenseur du peuple face à l'obstination insensée de certains présidents africains ne date pas d'hier. En 1968, vous « osez », aux côtés de Pascal Lissouba, Henri Lopes et Jean Pierre Thystère Tchicaya, dire au Président Massamba-Débat « Stop », la voie que vous empruntez n'est pas la meilleure pour notre pays. D'où vous vient cette force ? Car il n'est sûrement pas aisé de dire ses quatre vérités à un Président.**

**Jean Edouard SATHOUD** : « Force » n'est peut être pas le mot qui convient, et je vous prie de m'en excuser. A titre personnel, je n'ai jamais voulu m'engager dans une carrière politique « stricto sensu ».

Cependant, en ma qualité de citoyen congolais, je ne peux me désintéresser complètement du destin de mon pays dans toutes ses composantes (politique, économique et socio-

culturelle). J'ai toujours estimé qu'il était de mon devoir de me prononcer avec toute la force de ma conviction sur divers épisodes graves ayant affecté la vie politique nationale. En 1968, le pays s'est trouvé dans une impasse politique à la suite de profondes dissensions au sein du Bureau politique du Mouvement National de la Révolution (M.N.R).

En réaction à cette situation, le Président Massamba-Débat avait prononcé un discours dans lequel il invitait tout citoyen qui s'en sentait capable, de se manifester et de le remplacer à la tête du pays.

Considérant qu'il était inadmissible de « mettre la Présidence de la République aux enchères », feu Jean Pierre Thystère Tchicaya, Pascal Lissouba, Henri Lopes et moi avons écrit une lettre au Chef de l'Etat. Dans celle-ci, nous lui avons proposé de convoquer une Conférence Nationale des cadres du pays pour trouver une issue heureuse à cette grave crise. Ce faisant, nous ignorions que les militaires s'organisaient pour engager un mouvement qui conduira en septembre 1968 à la démission du Président Massamba-Débat. C'est ce mouvement conduit par le Capitaine Marien Ngouabi qu'on avait appelé « Mouvement du 31 juillet ».

Plus tard en 1972, j'ai également ressenti le besoin de prendre position lorsqu'il y a eu une grave crise politique au Congo avec la tentative de renversement du régime par les armes le 22 février de la même année. Le comité central du PCT (Parti congolais du Travail) dont je faisais partie, s'était réuni pour se prononcer sur le sort à réserver à ceux qui avaient été arrêtés parmi ces protagonistes. Dans sa grande majorité, le Comité Central était favorable à l'application de la peine de mort. Le Président Marien NGouabi, à la suite de cette position du Comité Central, avait accepté de recevoir en audience quatre d'entre nous : Henri Lopes, Ange Edouard Pongui, Anatole Kondo et moi-même. L'objet de cette audience était d'encourager le Président Marien Ngouabi à ne pas suivre la position extrêmement sévère de la majorité du Comité Central. Je suis heureux de qu'aucune peine capitale n'ait été prononcée par les tribunaux.

Aujourd'hui, je considère que la situation politique au Congo est extrêmement grave à cause du projet nourri par Monsieur Sassou Nguesso de modifier ou de changer la Constitution du 20 janvier 2002 en vue de se maintenir au pouvoir et peut être le léguer à un des siens. Le Congo deviendrait alors une monarchie. C'est inacceptable. C'est la raison pour laquelle j'ai pris position en m'associant à l'organisation des Premières Assises pour l'alternance démocratique au Congo-Brazzaville. Ainsi mes différentes prises de position que je viens de vous rappeler ne constituent en aucune façon des actes de courage ou de force mais plutôt des manifestations de ma conscience patriotique guidée par mon éthique personnelle.

**5- De cette période, on retient une expression désormais célèbre. Vous demandiez, dans une lettre, au Président Massamba-Débat de « mettre entre parenthèses le socialisme scientifique. Vous nous en dites plus ?**

**Jean Edouard SATHOUD :** Le socialisme scientifique, adopté en 1964 au Congo-Brazzaville, avait conduit le pays, dans une impasse politique et économique à cause de la classe dirigeante, à s'astreindre à la rigueur qu'implique la bonne gestion selon les

règles de cette doctrine. Dans le même temps, nous pensions à tort ou à raison que notre peuple n'était pas éduqué suffisamment au plan politique pour suivre cette voie.

Ces deux raisons nous avaient alors conduits à proposer au Président Massamba-Débat de « mettre le socialisme scientifique entre parenthèses » et de nous contenter à l'époque de promouvoir le développement économique national. Il s'agissait là en fait d'une approche pragmatique pour assurer le développement du pays.

**Propos recueillis par Marie Hélène SYLVA**  
[Paris - Oeildafrique.com](http://Paris-Oeildafrique.com)